

dé Werdt ait indiqué son intention de faire appel, nous ne sommes pas encore en mesure de répondre à la question du député. Je prends toutefois l'affaire très au sérieux et je l'étudie de près.

LA COUR SUPRÊME ET LES DROITS ÉGAUX POUR LES INDIENS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, il s'agit peut-être d'une question connexe plutôt que d'une question supplémentaire. Vous avez le choix. Le ministre a-t-il eu l'occasion d'étudier les sentences imposées aux Indiens accusés d'avoir enfreint la loi sur les Indiens et qui sont maintenant détenus, contrairement à la décision rendue dans l'affaire Drybones?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'ai demandé un rapport que j'ai obtenu ce matin, mais je n'ai pas encore eu la chance de l'assimiler.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DESTRUCTION D'UN AVION DE CANAIRELIEF

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne la destruction par l'aviation nigérienne d'un avion de secours dans l'aéroport d'Uli alors qu'il déchargeait des vivres. Une protestation a-t-elle adressée au gouvernement de Lagos, soit par de hauts fonctionnaires du ministre soit par un émissaire du premier ministre à propos de cette attaque indigne contre un avion en mission de secours?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous regrettons tous beaucoup, j'en suis sûr, la perte de cet avion et nous nous réjouissons du moins que l'équipage ait pu en réchapper. L'honorable député conviendra sans doute que cela justifie le principe des vols de jour. Les avions de ravitaillement qui volent de nuit se trouvent mêlés à des avions apportant des armes et il n'est pas surprenant dans une guerre civile que certains d'entre eux soient détruits.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE DÉPÔT D'UN LIVRE BLANC

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme il semble que le gouvernement n'agira pas dans le domaine des pensions et de la sécurité sociale avant la parution de son Livre blanc sur la

[L'hon. M. Turner.]

sécurité sociale, le ministre peut-il nous dire si nos dirigeants déposeront ce document à notre retour, en janvier prochain?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le gouvernement soit prêt à déposer le Livre blanc à ce moment-là.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme je n'ai pas eu de réponse l'autre soir, puis-je redemander au ministre si, à cause du retard à déposer le Livre blanc, le gouvernement songe à une augmentation provisoire des pensions de vieillesse?

M. l'Orateur: Il est évident que le député répète une question qu'il a déjà posée. Je doute qu'on puisse la reposer aujourd'hui.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'allais invoquer le Règlement mais pour dire simplement ceci: n'ayant pas eu de réponse l'autre fois, j'en donnerai préavis pour une autre arrière-soirée.

LES PÉNITIENCIERS

LES NÉGOCIATIONS AU SUJET DES MAJORA- TIONS DE TRAITEMENTS

M. Melvin McQuaid (Cardigan): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Comme ce n'est pas son tour d'être à la Chambre, j'avais pensé l'adresser au ministre suppléant, qui devrait être ici mais qui n'y est pas. Or, étant donné l'urgence de la question, je devrai la poser au second ministre suppléant. Je voudrais savoir si le président du Conseil du Trésor fait quelque chose en vue de répondre aux demandes de majoration de traitement des gardiens des pénitenciers fédéraux, afin d'éviter une grève imminente?

M. l'Orateur: Sauf erreur, cette question a été posée ces derniers jours, mais si le premier ministre veut y répondre, je n'y vois pas d'objection du point de vue du Règlement.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'allais répondre, comme vous l'avez fait, qu'on a déjà traité de la question, mais si le député peut venir à la Chambre demain, le président du Conseil du Trésor y sera pour répondre aux questions.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que demain est le dernier jour de séance avant le congé, le premier ministre va-t-il exiger que tous ses ministres soient ici pour répondre aux questions accumulées?